

## EXIGENCES DES SYNDICATS POUR LE BAC 2014-2015

# La fiche de synthèse contre une deuxième session

**Le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed a annoncé un changement pour la prochaine session de l'examen du baccalauréat de 2015. Trois options sont encore à l'étude. Il s'agit de l'introduction d'une nouvelle session ou d'une session de rattrapage ou de la fiche de synthèse. Les syndicats du secteur et les parents d'élèves demandent à ce que la fiche de synthèse soit une condition pour le passage à une deuxième session.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Du nouveau pour l'examen du baccalauréat de 2015. Si les élèves des classes terminales passeront en juin prochain leur baccalauréat dans des conditions habituelles, ceux de la session de juin 2015 auront une deuxième chance.

Le ministère de l'Education nationale est affirmatif : la session du bac 2015 verra du changement. Comment ? Le département de Abdellatif Baba Ahmed a retenu trois options. Soit l'introduction d'une session de rattrapage ou d'une deuxième session pour les élèves ayant obtenu une note supérieure à 9/10 ou l'introduction de la fiche de synthèse soit les notes obtenues durant l'année scolaire.

La famille de l'éducation a longtemps revendiqué la réforme

de l'examen du baccalauréat. Les associations de parents d'élèves et les syndicats ont plaidé pour une deuxième session du bac. Cependant, ils subordonnent cette option pour les seuls élèves ayant bien travaillé durant l'année scolaire. Puisque, dénoncent-ils, actuellement et depuis que les notes obtenues durant la terminale ne sont plus prises en compte pour le passage à l'université, les lycéens désertent les classes dès le premier trimestre.

Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest (Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), a indiqué que son syndicat a, depuis la suppression du rachat, demandé l'instauration d'une deuxième session de bac pour les élèves ayant une moyenne entre 9 et 10.



Photo : Samir Sid

**Une deuxième chance pour les élèves ayant une moyenne entre 9 et 10.**

Cependant, le syndicat dit espérer que cette annonce soit définitive et qu'elle n'intervient pas seulement dans une conjoncture électorale.

Le Snapest propose de jumeler cette décision avec la fiche de synthèse. «La fiche de synthèse doit être une condition pour le

passage à la deuxième session de rattrapage», a indiqué M. Meriane.

De son côté le Cnapest, (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) qui se prononce également pour l'introduction d'une deuxième session,

propose de changer d'abord le système actuel d'évaluation. «Le système actuel a tendance à gonfler les notes des élèves. Ainsi, celui qui obtient une moyenne de 10/10 au bac en réalité mérite une moyenne de 8/10. De ce fait, si l'on ne change pas ce système, on va continuer à donner des diplômes et repêcher des incompetents», a souligné M. Nouar Larbi. Selon ce dernier, le secteur doit faire plutôt dans la pédagogie au lieu de faire des discours populistes.

Le CLA (Conseil des lycées d'Algérie) et la Fédération des associations des parents d'élèves pensent également que cette annonce est «une bonne chose». «Nous avons toujours demandé l'introduction d'une deuxième session à la place des deux sujets proposés pour l'examen du bac», a indiqué Idir Achour, porte-parole du CLA. Ahmed Dellalou, président de la Fédération des parents d'élèves juge que cette décision «réduira le stress des élèves, sachant qu'ils possèdent une deuxième chance pour se rattraper».

**S. A.**

### MINES ANTI-PERSONNEL

## Ces bombes qui continuent à semer la mort

**La coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie estime que l'opération de nettoyage des zones minées progresse. Selon elle, il reste trois millions de mines antipersonnel dans la région.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Qualifiant la thématique des mines antipersonnel de «très triste», M<sup>e</sup> Cristina Amaral affirme l'engagement des Nations unies pour l'opération de déminage afin d'«atteindre l'éradication de la totalité de ce fléau d'ici 2017».

Intervenant, hier, au forum d'El Moudjahid, elle rappelle l'engagement de l'Algérie en ratifiant la convention d'Ottawa pour le désarmement et l'interdiction des mines.

Saluant la volonté de notre pays et les efforts fournis pour mener cette mission à terme, la coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie souligne qu'il reste trois millions de mines antipersonnel, soit une mine par habitant dans les régions infestées. Pour sa part, la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saïda Benhabylès, estime que les mines antipersonnel sont une question de «justice» et de «droit».

«Tant d'années après ce massacre, on continue à fermer les yeux sur des crimes contre l'humanité causés par des anciennes puissances coloniales», déplore-t-elle. Benhabylès plaide ainsi pour la mise en place d'un «fonds international de solidarité» pour ces populations. «Le fonds doit être chapeauté par les Nations unies et ali-

menté par les Etats qui ont été à l'origine de cette tragédie», précise-t-elle.

Placées en 1957 dans les régions frontalières, plus précisément sur les lignes Challe et Morice, les mines antipersonnel sont pour le président de l'Association nationale des victimes des mines antipersonnel, Mohamed Djouadi, «un crime qui se prolonge contre les populations des régions frontalières du pays, contre les enfants, contre toute l'humanité».

Toutefois, il a tenu à signaler qu'entre 2012 et 2013, aucune victime n'a été enregistrée et ce, «grâce aux efforts des unités spécialisées de l'Armée nationale populaire».

**R. N.**

### PENDANT QUE LE MINISTRE DES TRANSPORTS FAIT CAMPAGNE

## L'énième appel de détresse des marins d'IBC

**Des dizaines de marins de l'International Bulk Carriers (IBC), au chômage forcé depuis mai 2012, soit au lendemain du conflit qui a opposé la maison-mère Cnan à son partenaire étranger, le Groupe Pharaon, ont tenu, hier à Alger, un rassemblement devant le ministère des Transports.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Après plusieurs rassemblements devant la maison de la presse du 1<sup>er</sup> -Mai, Tahar-Djaout, les marins d'IBC ont opté, hier dans la matinée, pour un sit-in devant le siège du ministère des Transports, sur les hauteurs d'Alger.

C'est un énième appel de détresse qu'ils lancent envers leur tutelle à laquelle ils reprochent de les avoir délaissés. Ils sont aujourd'hui 247 cas, au chômage forcé depuis mai 2012. «Si j'étais encore jeune, je serais parti chercher du travail ailleurs, mais il se trouve que j'ai plus de 25 ans de service dans le secteur mariti-

me, comment peut-on aujourd'hui nous abandonner, nous qui avons beaucoup donné pour la Cnan», clame un marin, la cinquantaine.

Un autre explique que la Cnan faisait appel à eux de temps à autre lorsqu'il y a des bateaux étrangers qui accostent.

«Nous étions salariés permanents à la Cnan et voilà qu'aujourd'hui, nous nous retrouvons travailleurs sous contrat, avec des salaires dérisoires, et que d'ailleurs nous ne percevons plus, pendant qu'IBC reste l'otage d'un conflit dans lequel nous ne sommes pour rien...», ajoute un autre marin qui jure qu'il n'a plus de quoi nourrir ses enfants si ce n'est l'aumône de quelques âmes charitables.

Pour rappel, trois navires (*Djebel El Onk, Djebel Refha, Djebel Kssel*), qui assuraient les postes d'emploi pour ces derniers, sont bloqués depuis plus de trois ans en Grèce.

De même pour les cinq autres navires (*El Hadjar, Aïn-Témouchent, El N'mamecha, Nedroma et Blida*), accostés



Photo : DF

**Photo archives d'un rassemblement des marins d'IBC.**

en Malaisie depuis le début du conflit et pour lesquels la compagnie paye les frais de gardiennage. Contacté, le ministère des Transports, qui, aux yeux des marins protestataires «n'a jamais fait l'effort de trouver une solution», est resté injoignable. Il semble que toutes les institutions de la République algérienne ont

cessé de fonctionner le temps d'une campagne électorale. Amar Ghoul, le premier responsable de ce secteur, qui sillonne le pays et l'Europe pour vendre l'image d'un président-candidat absent, en est la parfaite illustration. Quand l'école est sans maître, c'est la... récréation.

**M. M.**